

LETTRE ADRESSÉE CONJOINTEMENT PAR M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MME ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, À LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE ET À LA PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE, SUR L'ACTION CONCERTÉE DES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, LE 9 FÉVRIER 2009.

9 FEBRUARY 2009 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président,

Face à la crise financière et économique, l'Union européenne a réagi rapidement en arrêtant un plan d'action concerté pour les marchés financiers en octobre 2008 et un plan européen de relance économique en décembre 2008.

Notre action concertée a permis de prévenir un effondrement du système financier. La croissance et l'emploi seront soutenus par des mesures budgétaires, qui dépasseront substantiellement les 3 % du PIB de l'Union européenne en deux ans et dont les premiers effets se feront sentir d'ici les tout prochains mois.

Au moment où, dans ce cadre, les Etats membres mettent en oeuvre ces mesures nationales, il demeure essentiel de poursuivre une approche coordonnée pour maximiser les bénéfices pour l'ensemble de l'Union.

Nous proposons que les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne se réunissent informellement à Bruxelles avant la fin de ce mois pour faire ensemble le point de la situation et pour préparer le Conseil européen de printemps.

Restaurer le crédit doit rester une priorité déterminante. La révision de la valeur des actifs est un facteur important contribuant à la perte de confiance dans le système bancaire. Les solutions peuvent varier d'un Etat à l'autre. Mais, comme cela avait été convenu en octobre, les orientations et les principes doivent être approuvés ensemble, pour assurer le bon fonctionnement du marché commun et éviter des retombées au sein de l'Union.

La situation économique difficile a aussi mis les finances publiques sous forte pression. Nos citoyens attendent de nous que nous prenions en compte les intérêts des générations futures. Nous devons confirmer notre engagement à un retour à la soutenabilité à terme des finances publiques.

Nous attendons avec beaucoup d'intérêt nos discussions sur ces sujets.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.